

Menace d'attentat : garde à vue prolongée pour la jeune radicalisée interpellée à Béziers

mardi 6 avril 2021, par [Thémis](#)

Par Jean Chichizola et Nicolas Daquin

Publié par le FIGARO le 04/04/2021 à 12:45

Âgée de 18 ans, elle est soupçonnée d'avoir préparé un attentat contre une église pendant les fêtes pascales. Sa mère et ses trois sœurs ont également été interpellées.

L'affaire confirme une nouvelle fois l'intensité de la menace terroriste. Dans la nuit de samedi à dimanche, des enquêteurs de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), appuyés par l'antenne du Raid de Montpellier, ont interpellé 5 personnes dans le quartier sensible de La Devèze, à Béziers, a appris Le Figaro, confirmant une information du Point. La garde à vue de la principale suspecte, âgée de 18 ans, et des quatre membres majeures de sa famille a été prolongée de 48 heures ce lundi soir.

La cible était une jeune femme de 18 ans repérée depuis moins de 48 heures pour des menaces proférées en ligne. Inconnue des services de renseignement, elle apparaissait comme très déterminée et affirmait vouloir passer à l'action contre des églises, citant plusieurs villes, dont Montpellier, à l'occasion des fêtes de Pâques. Les conditions exceptionnelles de ce coup de filet, l'opération de nuit ayant été autorisée par le juge des libertés et de la détention, s'expliquent par le sérieux et l'imminence du projet d'attaque. Et aussi par le fait que, avant Béziers, les 3 derniers projets d'attentats déjoués ont été l'œuvre de jeunes autoradicalisés sur les réseaux sociaux. Un profil qui rappelle celui de la suspecte.

Rapidement identifiée et localisée, elle a été interpellée et placée en garde à vue avec sa mère et ses trois sœurs, dont une est mineure. Cette dernière a été relâchée ce lundi. La jeune femme de 18 ans et les trois autres femmes de sa famille ont elles été transférées dans les locaux de la DGSI à Levallois-Perret en région parisienne pour y être auditionnées, a précisé l'AFP, citant une source proche de l'enquête.

Lors de la perquisition, les policiers ont retrouvé des engins explosifs artisanaux prêts à l'emploi, dont notamment deux systèmes élaborés d'engins explosifs susceptibles de servir de réceptacles à de la matière explosive ainsi qu'un mécanisme de déclenchement à distance, indique l'AFP, ce qui préciserait le projet terroriste. Les enquêteurs ont par ailleurs découvert une arme blanche, un sabre japonais effilé, ainsi que des produits chimiques. Sur ce dernier point, il est important de souligner que des explosifs puissants, comme le TATP, très apprécié des terroristes, peuvent être fabriqués à partir de produits aussi anodins que de l'eau oxygénée. La jeune femme était d'ailleurs déjà passée aux travaux pratiques. Ce qui pose la question des conditions de fabrication d'engins de mort dans un appartement « très encombré », selon une source proche de l'enquête et habité par 4 autres femmes.

L'enquête ouverte par le parquet national antiterroriste pour « association de malfaiteurs terroriste » et pour « détention et fabrication d'explosifs en relation avec une entreprise terroriste », ne fait que commencer. Les policiers vont s'efforcer désormais de préciser la nature du projet terroriste. La famille de la jeune fille serait connue des services sociaux et de la justice pour mineurs mais, de source proche du dossier, toutes ces femmes étaient inconnues des services de renseignement.

Robert Ménard, le maire de Béziers, naguère proche du FN, connaît bien le quartier où les cinq femmes ont été interpellées. L'édile a vécu dans le même immeuble de la rue Jean-Franco, dans le quartier de la Devèze, à Béziers, au début des années 1970. « C'est vous dire si les choses ont changé dans ce quartier que je connais si bien », relève l' élu, qui pointe un phénomène de ghettoïsation notamment dû à « une immigration massive ».

Élément féminin

Ce nouveau dossier rappelle la menace persistante d'un terrorisme endogène et inspiré par les thèses de l'État islamique sans forcément être directement téléguidé par celui-ci. Il éclaire également le fait que Daech, beaucoup plus qu'al-Qaida où l'élément féminin est extrêmement limité, a intégré depuis longtemps les femmes dans sa propagande et ses projets criminels. Ainsi du projet d'attentat à la voiture piégée non loin de Notre-Dame le 4 septembre 2016. L'attaque, artisanale, avec un véhicule emprunté au père d'une des suspectes, avait miraculeusement échoué car la voiture, chargée de bonbonnes de gaz, n'avait pas pris feu comme prévu (une cigarette s'était éteinte et un tissu avait été imbibé de diesel, moins inflammable que l'essence...). Quatre jeunes femmes radicalisées avaient été interpellées, l'une poignardant un policier et une autre tentant de faire la même chose. Le 14 octobre 2019, elles étaient condamnées à des peines de vingt à trente ans de réclusion criminelle. Le procès en appel d'une d'entre elles, condamnée à trente ans, doit se tenir en mai.

Ce commando féminin avait été manipulé depuis la zone syro-irakienne par Rachid Kassim, présumé blessé par une frappe de drone près de Mossoul en février 2017, puis tué dans un bombardement américain en juillet de la même année. Quatre ans plus tard, les jeunes radicalisés n'ont visiblement plus besoin d'être téléguidés pour passer à l'action.